LE DROIT À L'ALIMENTATION

Un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales

Une collection du Programme Droits Humains du Centre Europe - Tiers Monde (CETIM)

CETIM

Remerciements
Cette brochure a bénéficié de l'appui de l'Etat de Genève et de la Loterie Romande. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme droits humains du CETIM, lui-même soutenu (août 2005) par la Direction du développement et de la coopération - Suisse (DDC), la Ville de Genève et la Ville de Lancy.

Droit de reproduction
Cette brochure est disponible en français, anglais et espagnol. Sa reproduction et/ou sa traduction dans d'autres langues sont non seulement autorisées mais encouragées, à la condition de mentionner l'édition originale et d'en informer le CETIM.

Le Droit à l'alimentation
© Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)
ISBN : 2-88053-036-9
Genève, septembre 2005
Réimpression version corrigée, mars 2006

Graphisme de couverture: Régis Golay

CETIM
6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse
Tél. +41 (0)22 731 59 63
Fax +41 (0)22 731 91 52
Email : cetim@bluewin.ch
Website : www.cetim.ch

Impression: Imprimerie du Lion, Genève

Prochaines brochures de la collection

- Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (2005)
- Sociétés transnationales et droits humains (2005)
- Droit à la santé (2006)
- Droit au développement (2006)
- Dette extérieure des pays du Sud et ses conséquences sur la jouissance des droits humains (2006)
- Droit au logement (2007)
- Personnes déplacées (2007)
- Conséquences de la lutte anti-terroriste sur la jouissance des droits humains (2007)

*Le **Programme droits humains** du CETIM se consacre à la défense et à la promotion de tous les droits humains, les considérant totalement indissociables et indivisibles. Il met tout particulièrement l'accent sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur le droit au développement, qui demeurent largement délaissés. Il vise notamment à lutter contre l'impunité de leurs multiples violations et à aider les collectivités, groupements et mouvements sociaux qui en sont les victimes à faire entendre leurs voix et valoir leurs droits.*

*Cette **collection** de brochures didactiques souhaite fournir une meilleure connaissance des textes (conventions, traités, déclarations, etc.) et mécanismes officiels existants à toutes celles et tous ceux qui luttent et se mobilisent pour qu'ils soient enfin appliqués.*

Récentes publications du CETIM sur des thèmes connexes

- *Vía Campesina : une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale* (2002). Traduction espagnole en cours par les éditions El Viejo Topo, Barcelone. (Titre provisoire : *Campesinos contra el neoliberalismo*).
- *ONU : Droits pour tous ou loi du plus fort ?* (2005). Traduction en espagnol prévue chez le même éditeur en 2006.
- *Mobilisations des peuples contre L'ALCA-ZLEA* (2005).
- *MST-Brésil : la construction d'un mouvement social*, par Marta Harnecker (2003). Original espagnol *Sin Tierra : construyendo movimiento social*, Siglo XXI de España Editores (2002). Traduction anglaise *Landless people : Building a Social Movement*, Editora Expressào Popular, www.rebelion.org/harnecker/landless300802.pdf.
- *Building on Quicksand: The Global compact, democratic governance and Nestlé,* by Judith Richter (IBFAN/GIFA, CETIM, Berne Declaration, 2003)

SOMMAIRE

Introduction

I. Définition et contenu du droit à l'alimentation
1. Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation
2. Comité des droits économiques, sociaux et culturels

II. Textes internationaux et régionaux pertinents
1. Au niveau international
2. Au niveau régional

III. Obligations et pratiques des Etats
1. Obligations des Etats
2. Pratiques des Etats (état des lieux)

IV. Mise en œuvre et mécanismes de contrôle
1. Au niveau national
2. Au niveau régional
3. Au niveau international

V. Annexes
1. Extraits de l'Observation générale N° 12 sur le droit à l'alimentation
2. Liste des Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
3. Liste des Etats parties au Protocole de San Salvador
4. Liste des Etats parties à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
5. Liste des Etats parties à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
6. Liste des Etats parties à la Charte sociale européenne
7. Reconnaissance du droit à l'alimentation dans les constitutions nationales
8. Principaux sites de références et coordonnées des instances auxquelles on peut s'adresser